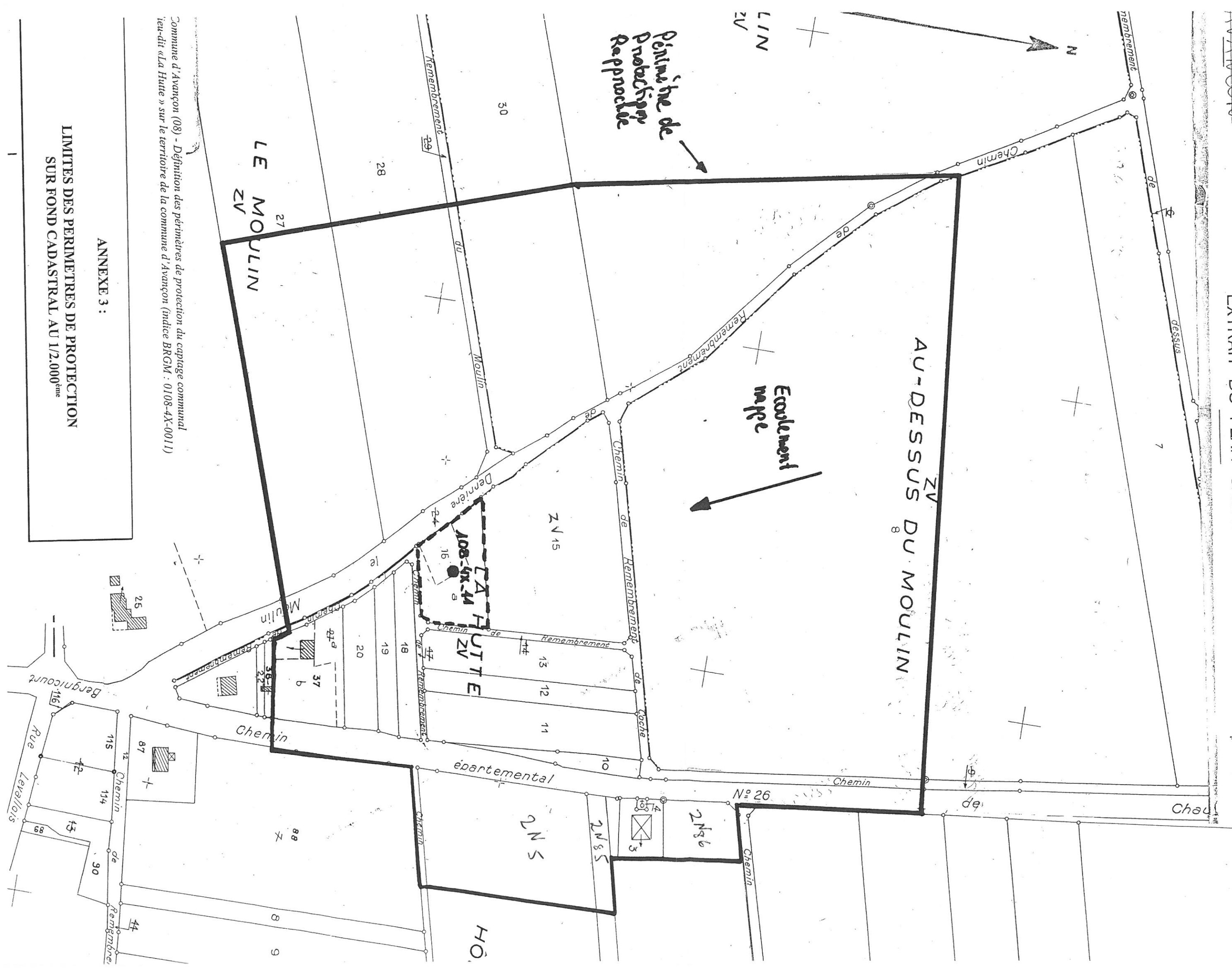


EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL



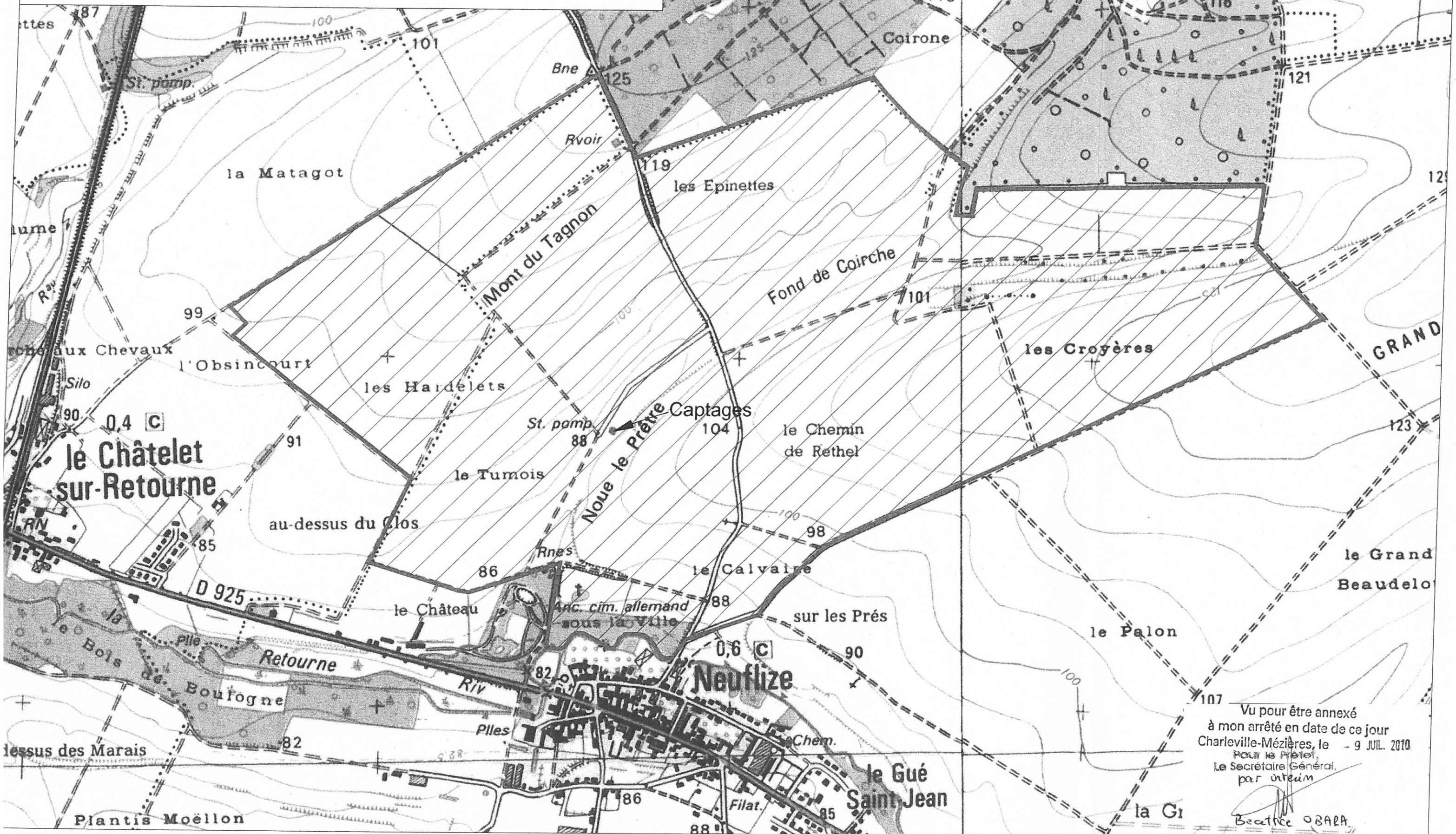
Commune d'Avançon (08) - Définition des périmètres de protection du captage communal
lieu-dit «La Hute» sur le territoire de la commune d'Avançon (indice BRGM : 0108-4X-0011)

ANNEXE 3 :


LIMITES DES PÉRIMÈTRES DE PROTECTION
SUR FOND CADASTRAL AU 1/2.000^{ème}


COMMUNE DE NEUFLIZE
Périmètre de protection éloignée
Echelle 1/10000

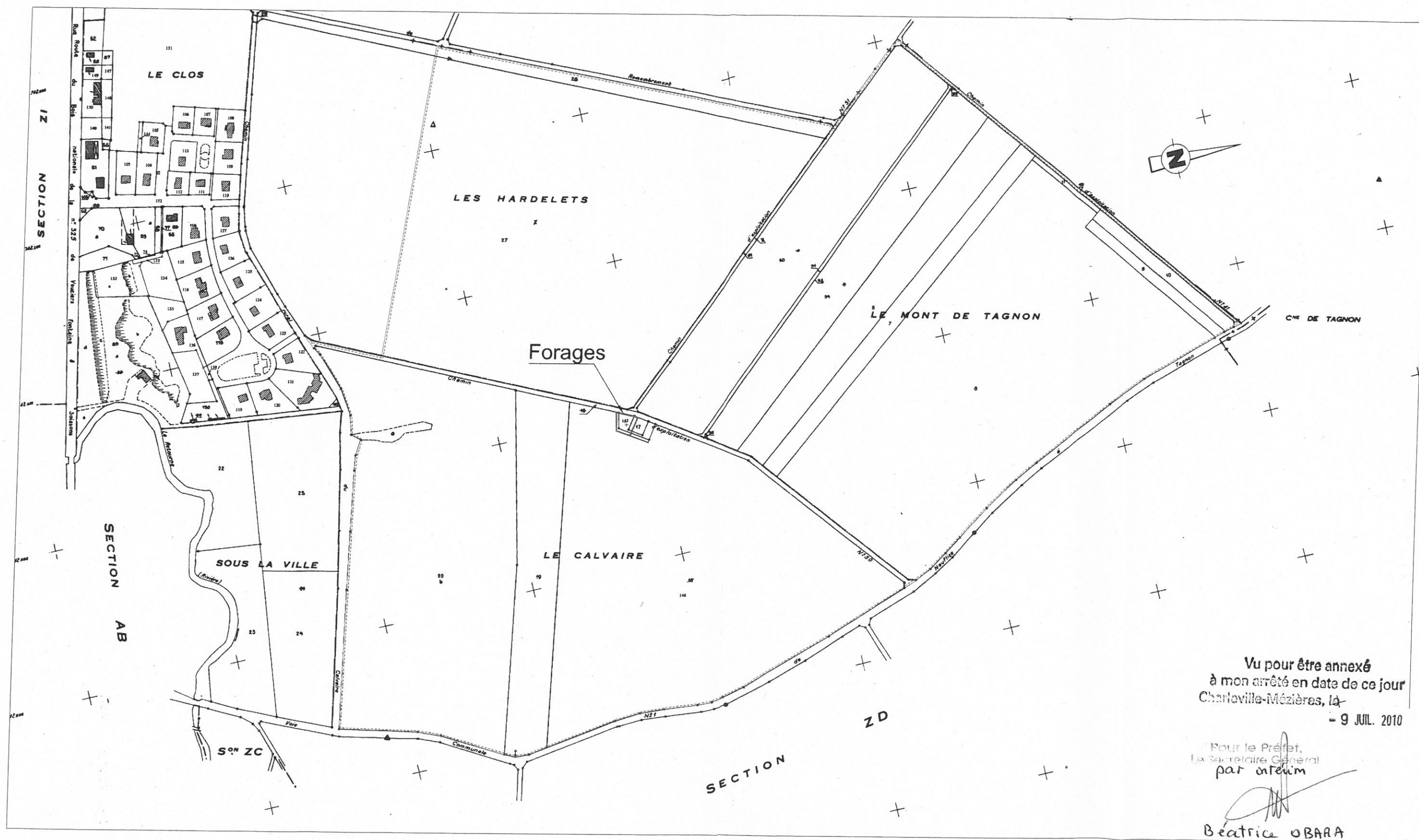
ANNEXE IV



Echelle 1/5000

 Périimètre de protection immédiate

 Périimètre de protection rapprochée





PREFECTURE

PRÉFET DES ARDENNES

Direction des Relations
avec les Collectivités Locales

Pôle affaires générales, intercommunalité et
procédures d'utilité publique

ARRETE PREFECTORAL N° 2010 / 302

PORTANT :

**1° DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE :
- DES TRAVAUX DE PRELEVEMENT ET DE DERIVATION DES EAUX,
- DE L'INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION,
2° AUTORISATION D'UTILISER DE L'EAU EN VUE DE LA
CONSOMMATION HUMAINE POUR LA PRODUCTION, LA DISTRIBUTION
PAR UN RESEAU PUBLIC OU PRIVE,
3° DECLARATION DE PRELEVEMENT,
CONCERNANT LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU JUNIVILLOIS
(captage du Calvaire, commune de Neufglise)**

Le préfet des Ardennes,
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de la santé publique, et notamment les articles L. 1321-1 à L. 1321-10 et R. 1321-1 à R. 1321-63 ;

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L. 214-1 à L. 214-6, L. 214-8 et L. 215-13 ;

Vu le code minier, et notamment l'article 131 ;

Vu le code forestier, et notamment les articles R. 412-19 à R. 412-27 ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le décret n° 2006-880 du 17 juillet 2006 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par les articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement pour la protection de l'eau et des milieux aquatiques ;

Vu le décret du 27 juin 2008 portant nomination de M. Jean-François Savy en qualité de préfet des Ardennes ;

Vu l'arrêté interministériel du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 489 du 12 novembre 1979 modifié définissant le règlement sanitaire départemental ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009/231 du 9 juillet 2009 relatif au 4^{ème} programme d'action 2010-2013 à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009/296 du 14 septembre 2009 donnant délégation de signature à Mme Béatrice Obara, sous-préfet de Sedan ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-123 du 16 avril 2009 portant ouverture conjointe d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'une enquête parcellaire sur le projet de création des périmètres de protection des captages d'alimentation en eau de consommation humaine (indices miniers 0108-4X-0039 et 0108-4X-0040) exploités par la Communauté de Communes du Junivillois ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010/114 du 22 février 2010 portant ouverture d'une enquête publique faisant suite à la demande d'autorisation, au titre du code de l'environnement, de prélever à partir de ces forages un débit annuel supérieur à 200000 mètres-cube ;

Vu la délibération du conseil communautaire du Junivillois en date du 12 juin 2008, par laquelle la communauté de communes du Junivillois sollicite la déclaration d'utilité publique de l'établissement des périmètres de protection des captages situés sur le territoire communal de Neufelize ;

Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique relatif à l'instauration des périmètres de protection en date du 1^{er} janvier 2008 ;

Vu les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 12 mai au 3 juin 2009 inclus ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur établis le 5 juin 2009 ;

Vus les résultats de l'enquête publique relative à la demande d'autorisation, qui s'est déroulée du 15 mars au 6 avril 2010 ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 17 avril 2010 ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) des Ardennes en date du 29 juin 2010 ;

Considérant que les besoins en eau destinée à la consommation humaine des communes d'Aussonce, Bergnicourt, Le-Châtelet-sur-Retourne, L'Ecaille, Ménil-L'Epinois, Neufelize et Saint-Rémy-le-Petit, énoncés à l'appui du dossier, sont justifiés ;

- par l'avis sanitaire favorable de l'hydrogéologue agréé en date du 1^{er} janvier 2008,
- par l'avis favorable du commissaire enquêteur suite à l'enquête publique relative aux périmètres de protection en date du 5 juin 2009,
- par l'avis favorable du commissaire enquêteur suite à l'enquête publique relative à l'autorisation de prélèvement au titre du code de l'environnement, en date du 17 avril 2010,
- par l'avis favorable du CoDERST en date du 22 juin 2010.

Considérant que l'environnement du captage a fait l'objet d'une étude préalable des pollutions présentes, validée par l'avis sanitaire de l'hydrogéologue agréé ;

Considérant Que l'hydrogéologue agréé a signalé la vulnérabilité aux pollutions de l'aquifère concerné, favorisées par un ruissellement important sur le bassin d'alimentation, qu'il a prescrit en conséquence des interdictions et réglementations en définissant trois zones de sensibilité : le périmètre de protection immédiate (PPI), le périmètre de protection rapprochée (PPR) et le périmètre de protection éloignée (PPE) visant les activités générant des infiltrations polluantes dangereuses au niveau sanitaire telles que certaines activités agricoles (épandages, dépôts de fumiers, lisiers, produits pesticides...) ;

Considérant qu'il y a lieu en conséquence pour la collectivité d'acquérir le terrain du PPI, de grever de servitudes les terrains situés dans le PPR et d'établir des recommandations renforçant la réglementation générale sur le PPE ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine sur le territoire de la commune de Neufelize ;

Sur proposition du délégué territorial départemental des Ardennes de l'agence régionale de la santé de Champagne-Ardenne ;

AR R E T E

CHAPITRE 1 : DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET PRÉLÈVEMENT DE L'EAU

ARTICLE 1^{ER} : DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la communauté de communes du Junivillois :

- les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir du captage du Calvaire, sis sur le territoire de la commune de Neufelize ;
- la création de périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour des ouvrages de captage et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau.

ARTICLE 2 : AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT D'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE

La communauté de communes du Junivillois est autorisée à prélever et à dériver une partie des eaux souterraines au niveau du captage du Calvaire dans les conditions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 3 : CARACTÉRISTIQUES, LOCALISATION ET AMÉNAGEMENT DU CAPTAGE

L'ensemble des ouvrages de captage (indices miniers : 0108-4X0039 et 0040) est situé sur le territoire de la commune de Neufelize, sur la parcelle cadastrée n° ZE 145.

Les coordonnées topographiques en Lambert II étendue des ouvrages de captage sont :

Pour le forage n° 1 (0108-4X-0039)

X = 742,767 km

Y = 2493,012 km

Z = + 83 m

Pour le forage n° 2 (0108-4X-0040)

X = 724,770 km

Y = 2492,990 km

Z = + 83 m

ARTICLE 4 : CONDITIONS DE PRÉLÈVEMENT

Le débit maximum de prélèvement autorisé est de 1000 m³/j.

Les installations doivent disposer d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence cette valeur conformément à l'article L. 214-8 du code de l'environnement.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

Les résultats de ces mesures doivent être communiqués annuellement au service de la police de l'eau du département.

ARTICLE 5 : ABANDON DE L'OUVRAGE

Tout forage, puits ou ouvrage souterrain abandonné est comblé par des matériaux permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères traversées ainsi que l'absence de transfert de pollution. La déclaration d'abandon de l'ouvrage est communiquée au préfet de département au moins un mois avant le début des travaux et comprend :

- la date prévisionnelle des travaux de comblement,
- l'aquifère précédemment surveillé ou exploité,
- une coupe géologique des différents niveaux géologiques et formations aquifères présentes au droit du forage à combler,
- une coupe technique précisant les équipements en place,
- des informations sur l'état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l'ouvrage ainsi que les techniques ou méthodes qui seront utilisées pour réaliser le comblement.

Dans les deux mois qui suivent le comblement de l'ouvrage, le déclarant en informe le préfet de département et lui communique, le cas échéant, les éventuelles modifications par rapport au document transmis préalablement aux travaux de comblement.

ARTICLE 6 : SURVEILLANCE ET ENTRETIEN

Les opérations de prélèvement sont contrôlées.

Les ouvrages et installations de prélèvement sont entretenus de manière à :

- éviter tout gaspillage,
- garantir le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau souterraine, à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements ainsi qu'au suivi de la qualité de l'eau.

Tous les incidents ayant pu porter atteinte à la qualité de l'eau ou à sa gestion quantitative, ainsi que les premières mesures prises pour y remédier, sont déclarés au préfet de département, dès que le propriétaire ou l'exploitant en a connaissance.

ARTICLE 7 : ACCESSIBILITÉ

Les propriétaires et exploitants sont tenus de permettre l'accès aux agents habilités à la recherche et à la constatation des infractions, dans les locaux, installations ou lieux où les opérations sont réalisées, à l'exclusion des domiciles ou de la partie des locaux servant de domicile, dans les conditions prévues à l'article L. 216-4 du code de l'environnement.

ARTICLE 8 : DÉCLARATION D'INCIDENT OU D'ACCIDENT

La personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant, ou s'il n'existe pas d'exploitant, le propriétaire, sont tenus, dès qu'ils en ont connaissance, de déclarer, dans les meilleurs délais, au préfet de département ou au maire du lieu d'implantation de l'opération, tout incident ou accident intéressant l'opération et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement, notamment la préservation des écosystèmes aquatiques et des zones humides, de la qualité de l'eau, de la ressource en eau, le libre écoulement des eaux, la santé, la salubrité publique, la sécurité civile et la conciliation des exigences des activités légalement exercées qui font usage de l'eau.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet de département, les personnes mentionnées au premier alinéa prennent ou font prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de l'incident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE L'OUVRAGE

Toute modification apportée par le propriétaire ou l'exploitant à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initiale est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet de département qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation, soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation initiale.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS

Si, au moment de l'autorisation ou postérieurement, le pétitionnaire souhaite obtenir la modification de certaines prescriptions applicables à l'opération, il en fait la demande au préfet de département, qui statue par arrêté conformément aux articles R. 214-15 et R. 214-39 du code de l'environnement susvisé, dans le respect des principes de gestion équilibrée de la ressource en eau mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement. Si ces principes ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions du présent arrêté, le préfet de département peut imposer, par un arrêté, toute prescription.

ARTICLE 11 : TRANSMISSION DU BÉNÉFICE DE LA DÉCLARATION

Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, le nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

ARTICLE 12 : INDEMNISATIONS ET DROIT DES TIERS

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés par la mise en conformité du captage du Calvaire sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues sont à la charge de la communauté de communes du Junivillois.

ARTICLE 13 : PÉRIMÈTRES DE PROTECTION DU CAPTAGE

Des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des installations de captage et de la chambre de réunion.

Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan parcellaire joint au présent arrêté.

ARTICLE 13.1 : DISPOSITIONS COMMUNES AUX PÉRIMÈTRES DE PROTECTION IMMEDIATE, RAPPROCHEE ET ELOIGNÉE

I. Postérieurement à la date de publication du présent arrêté, tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain, d'une installation, d'une activité, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementés qui voudrait y apporter une modification, devra faire connaître son intention à la délégation territoriale départementale des Ardennes de l'agence régionale de la santé de Champagne-Ardenne en précisant les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques précités. Il aura à fournir tous les renseignements susceptibles de lui être demandés.

II. Toutes mesures devront être prises pour que la communauté de communes du Junivillois et la délégation territoriale départementale des Ardennes de l'agence régionale de la santé de Champagne-Ardenne soient avisées sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection, y compris sur les portions de voies de communication traversant ou jouxtant les périmètres de protection.

III. La création de tout nouveau captage destiné à l'alimentation en eau potable devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation au titre des codes de l'environnement et de la santé publique et d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

ARTICLE 13.2 : PÉRIMÈTRE DE PROTECTION IMMÉDIATE

Le périmètre de protection immédiate, qui entoure partiellement les parcelles ZE 17, 145 et 146, a une superficie de 6 ares 76 centiares.

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection immédiate suivant les prescriptions mentionnées en annexe I du présent arrêté. La mise à jour des arrêtés préfectoraux des installations, activités et autres ouvrages soumis à autorisation sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté.

ARTICLE 13.3 : PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHÉE

Le périmètre de protection rapprochée est constitué partiellement ou en totalité des parcelles cadastrées ZE 6, 7, 8, 9, 10, 11, 17, 19, 20, 27, 28, 60, 61, 91, 92, 93, 94, 95, 145 et 146. Sa superficie est de 73 ha 37 a 98 ca.

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection rapprochée suivant les prescriptions mentionnées en annexe II du présent arrêté. La mise à jour des arrêtés préfectoraux des installations, activités et autres ouvrages soumis à autorisation sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté.

ARTICLE 13.4 : PÉRIMÈTRE DE PROTECTION ÉLOIGNÉE

Le périmètre de protection éloignée a une superficie d'environ 288 ha.

Une réglementation est instituée sur les terrains du périmètre de protection éloignée suivant les prescriptions mentionnées en annexe III du présent arrêté.

ARTICLE 14 : TRAVAUX PRESCRITS PAR L'HYDROGÉOLOGUE ET L'AUTORITÉ SANITAIRE

- Les parcelles constituant le périmètre de protection immédiate devront être clôturées et enherbées.
- Les têtes des forages devront être surélevées d'au moins 50 cm par rapport au sol, de manière à empêcher l'intrusion directe d'eaux de ruissellement lors de fortes pluies.
- Les abords des deux forages devront être rehaussés avec de l'argile compactée jusqu'au niveau de l'ancien puits, ceci afin d'éviter l'accumulation et l'infiltration des eaux de ruissellement.
- Le périmètre de protection rapprochée devra être signalé par des panneaux disposés en des points stratégiques (notamment, le long de la route départementale et sur le chemin traversant cette surface).
- L'exploitant pourra acquérir des parcelles du périmètre de protection rapprochée situées en fond de vallon. La protection du captage pourra y être renforcée par un enherbement ou par un boisement de ces terrains. Des bandes enherbées perpendiculaires à la pente permettraient d'y limiter l'érosion.

ARTICLE 15 : MISE EN CONFORMITÉ DES PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté, sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 13, il doit être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres :

- à compter de la notification du présent arrêté en ce qui concerne les prescriptions applicables dans le périmètre de protection immédiate,
- dans un délai de 2 ans maximum à compter de la notification du présent arrêté en ce qui concerne le périmètre de protection rapprochée.

Il en est de même pour les travaux prescrits par l'hydrogéologue agréé.

CHAPITRE 2 : TRAITEMENT, DISTRIBUTION DE L'EAU ET AUTORISATION

ARTICLE 16 :

La communauté de communes du Junivillois est autorisée à traiter et à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de ce captage, sous réserve que les réseaux de distribution répondent aux conditions exigées par le code de la santé publique.

ARTICLE 17 : TRAITEMENT

Avant distribution, les eaux devront être traitées en continu, à l'aide d'un produit et d'un procédé de traitement agréés par le ministre chargé de la santé. L'installation d'un chloromètre est particulièrement recommandée.

ARTICLE 18 : QUALITE DES EAUX

Les eaux distribuées devront répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique. Le bénéficiaire est tenu notamment de :

- surveiller la qualité de l'eau distribuée et celle au point de pompage ;
- se soumettre au contrôle sanitaire ;
- prendre toutes mesures correctives nécessaires en vue d'assurer la qualité de l'eau et en informer les consommateurs en cas de risque sanitaire ;
- employer des produits et procédés de traitement de l'eau, de nettoyage et de désinfection des installations qui ne sont pas susceptibles d'altérer la qualité de l'eau distribuée ;
- respecter les règles de conception et d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution ;
- se soumettre aux règles de restriction ou d'interruption, en cas de risque sanitaire, et assurer l'information et les conseils aux consommateurs dans des délais proportionnés au risque sanitaire.

CHAPITRE 3 : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 19 : RESPECT DE L'APPLICATION DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Le bénéficiaire du présent acte de déclaration d'utilité publique et d'autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté, y compris des servitudes, dans les périmètres de protection.

Tout projet de modification du système actuel de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine des communes d'Aussonce, Bergnicourt, Le-Châtelet-sur-Retourne, L'Ecaille, Ménil-L'Epinois, Neuflize, et Saint-Rémy-le-Petit devra être déclaré au préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

ARTICLE 20 : DÉLAI ET DURÉE DE VALIDITÉ

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de 2 ans, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 21 : NOTIFICATIONS ET PUBLICITÉ DE L'ARRÊTÉ

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté, de sa notification **sans délai** aux propriétaires ou ayant droits des parcelles concernées par les périmètres de protection, de la mise à disposition du public, de l'affichage en mairie pendant **une durée d'un mois** des extraits de celui-ci énumérant notamment les principales servitudes auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis, de son insertion dans les documents d'urbanisme dont la mise à jour doit être effective **dans un délai maximum de 3 mois** après la date de signature du préfet.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du maire de Neuflize.

Un extrait de cet arrêté est inséré, par les soins du préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet à la délégation territoriale départementale des Ardennes de l'agence régionale de la santé de Champagne-Ardenne dans **un délai de 6 mois** après la date de la signature du préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection rapprochée et éloignée et l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme, ainsi que sur les travaux réalisés en vue de la mise en conformité.

ARTICLE 22 : SANCTIONS APPLICABLES EN CAS DE NON-RESPECT DE LA PROTECTION DES OUVRAGES

En application de l'article L. 1324-3 du code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15.000 € d'amende.

En application de l'article L. 1324-4 du code de la santé publique, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45.000 € d'amende.

ARTICLE 23 : DROIT DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée, 51000 Châlons-en-Champagne. Tout recours est adressé en lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 24 : TRANSMISSION ET COPIES

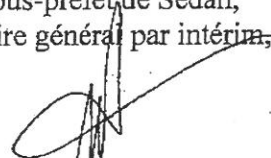
Une copie du présent arrêté sera adressée au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne, au délégué territorial départemental des Ardennes de l'agence régionale de la santé de Champagne-Ardenne, au directeur de l'agence de l'eau Seine-Normandie, au directeur du bureau de recherches géologiques et minières, au directeur départemental des territoires, au président du conseil général des Ardennes, au président de la chambre d'agriculture des Ardennes, au coordonnateur départemental des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique, au commissaire enquêteur, au président de la communauté de communes du Junivillois et au maire de Neuflize.

ARTICLE 25 : MESURES EXÉCUTOIRES

Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne, le délégué territorial départemental des Ardennes de l'agence régionale de la santé de Champagne-Ardenne, le directeur départemental des territoires, le président de la communauté de communes du Junivillois et le maire de Neuflize sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Ardennes et des services déconcentrés de l'Etat, et une copie en sera tenue à la disposition du public en mairie de Neuflize.

Charleville-Mézières, le 9 JUL. 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Sedan,
Secrétaire général par intérim,



Béatrice Obara

Liste des annexes :

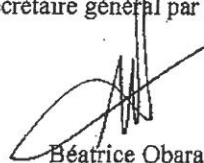
- annexe I : servitudes instituées dans le périmètre de protection immédiate.
- annexe II : servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée.
- annexe III : servitudes instituées dans le périmètre de protection éloignée.
- annexe IV : plan de situation, tableau et plan parcellaire.

SERVITUDES APPLICABLES AU PÉRIMÈTRE DE PROTECTION IMMÉDIATE

- Le périmètre de protection immédiat doit être propriété de l'exploitant et interdit à toutes activités autres que celles nécessitées par l'entretien et l'inspection des ouvrages.
- Le périmètre immédiat doit être clôturé par un grillage d'une hauteur minimale de 2 mètres et par un portail fermant à clé. Les clôtures devront être implantées à une distance minimale de 10 mètres par rapport aux captages.
- L'accès au périmètre immédiat est interdit à toute personne non mandatée par la commune.
- L'entretien des surfaces enherbées doit nécessiter le recours exclusif à des moyens manuels ou mécaniques. L'utilisation de produits phytosanitaires est absolument interdite.
- L'herbe fauchée doit être évacuée régulièrement du périmètre immédiat.
- Le stockage de matériels et de matériaux, même réputés inertes, y est interdit.

Vu pour être annexé à mon arrêté en date de ce jour,
Charleville-Mézières, le 9 JUIL. 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Sedan,
Secrétaire général par intérim,



Béatrice Obara

SERVITUDES APPLICABLES AU PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHÉE

Dans ce périmètre, sont interdits :

- Le creusement de puits et forages, quel que soit leur usage. Seuls seront autorisés les ouvrages destinés à la surveillance de la qualité des eaux souterraines (sous réserve du respect des formalités d'autorisation),
- Les puits filtrants,
- Les fossés ou les bassins d'infiltration recueillant les eaux pluviales provenant des routes ou des surfaces imperméabilisées,
- L'ouverture et l'exploitation de carrières,
- L'ouverture d'excavations autres que les carrières,
- La réalisation de plans d'eau,
- L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- L'installation d'ouvrages de transport d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées,
- L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tout autre produit liquide ou gazeux susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,
- Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou de tout autre produit susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,
- L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires, autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau,
- L'épandage des lisiers, des fientes de volailles, de boues de station d'épuration, de matières de vidange et de tout produit susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux,
- L'épandage des eaux usées et des eaux-vannes, y compris par le moyen d'une installation d'assainissement autonome,
- L'établissement de bâtiments d'élevage,
- L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail,
- L'installation d'abreuvoirs, de mangeoires à gibier et de tout apport de nourriture,
- Le stockage de matières fermentescibles (y compris les betteraves), d'engrais et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures,
- Le camping et le stationnement de caravanes,
- L'installation de cimetières,
- Les activités artisanales et industrielles,
- La création de nouvelles voies de communication et d'aires de stationnement.

Dans ce périmètre sont réglementées les activités suivantes :

- Le remblaiement des excavations, qui ne pourra être réalisé qu'à l'aide de matériaux naturels, chimiquement inertes et non fermentescibles. La partie supérieure du remblaiement sera constituée de matériaux à faible perméabilité (limons ou argile).
- L'épandage d'engrais minéral ou organique (fumier) sera limité au strict besoin des cultures dans le respect du code de bonnes pratiques agricoles. Les apports devront se limiter au strict besoin des cultures et tenir compte du reliquat azoté. L'épandage de fumier ne sera pas autorisé en périodes de fortes pluies.
- Le pacage des animaux ne devra pas détruire la couverture végétale. Dans le cas d'une parcelle remise en pâture, le pacage s'effectuera sans apport de nourriture complémentaire. Le nombre de têtes devra donc être limité selon la production fourragère de la parcelle. Le pâturage s'interrompra avant la période hivernale. Les installations mobiles de traite seront interdites.
- Les abreuvoirs devront être installés à l'extrémité de la parcelle la plus éloignée des captages. Leur implantation ne devra pas être la cause de création de bourniers.
- La modification des voies de communication et de leurs conditions d'utilisation devra être soumise à l'avis de l'autorité sanitaire et de l'hydrogéologue agréé.
- Les fossés et bassins de rétention éventuellement creusés devront être étanchéifiés par une couche d'argile ou par la pose d'un film. (Les travaux nécessitant un décapage important devront être signalés à l'autorité sanitaire qui pourra, si elle le juge nécessaire, établir un cahier des charges compatible avec la protection du captage).
- L'implantation de canalisations, à l'exception des collecteurs d'eaux pluviales, ne sera autorisée que sous réserve d'utilisation de matériaux à étanchéité renforcée, attestée par un procès-verbal d'installation. Leur étanchéité devra être contrôlée tous les ans. Une inspection vidéo sera réalisée tous les 5 ans.
- L'entretien des parcelles boisées, pour lequel les coupes devront être effectuées sans brûlage à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée. Ces travaux ne devront donner lieu à aucun dépôt, même temporaire, de carburant ou d'huile dans les limites du périmètre rapproché. Le matériel utilisé ne devra y faire l'objet d'aucune opération de vidange ou d'entretien. En cas d'incident lié au non-respect de ces règles, les polluants déversés seront retenus par des matériaux absorbants et les terres souillées seront évacuées en dehors des périmètres de protection. Toute excavation liée au dessouchage devra être rebouchée selon les prescriptions inhérentes au remblaiement.
- L'aire de dépôt à usage agricole située sur la parcelle ZE 18, au bord de la route départementale, ne pourra accueillir que des matières ou matériels ne présentant aucun risque de pollution.

Vu pour être annexé à mon arrêté en date de ce jour,
Charleville-Mézières, le

9 JUL. 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Sedan,
Secrétaire général par intérim,


Béatrice Obara

SERVITUDES APPLICABLES AU PÉRIMÈTRE DE PROTECTION ÉLOIGNÉE

Pourront être soumises à réglementation particulière, dans le cadre d'un règlement d'urbanisme, les activités suivantes :

- Les installations de stockage d'hydrocarbures, de produits chimiques ou de tout autre produit susceptible de dégrader la qualité des eaux souterraines, devront être établies sur des bacs de rétention de capacité au moins égale au volume du ou des réservoir(s) ou être équipés d'une double paroi. Le stockage d'engrais liquide ou solide est également concerné par cette disposition. Cette prescription s'appliquera aux installations existantes et futures.
- Les conduites de transport d'hydrocarbures ou de produits chimiques devront être équipées d'un dispositif de détection de fuite. Des vannes d'isolement devront être placées aux extrémités du tronçon traversant le périmètre de protection.
- Les forages ne seront autorisés que si leur exploitation n'induit pas d'impact sur la ressource. Ces ouvrages feront l'objet de protections spécifiques : cimentation dans la zone non saturée, margelle d'au moins 50 cm de haut, capot de fermeture cadenassé. Si le pompage est réalisé au moyen d'un moteur thermique, la réserve de carburant sera placée dans un bac de rétention.
- L'épandage d'engrais sera appliqué selon le respect du code des bonnes pratiques agricoles. Il sera notamment tenu compte du reliquat azoté. Les apports seront fractionnés.

En ce qui concerne les autres activités et notamment l'élevage, la réglementation générale devra être appliquée de manière rigoureuse.

Vu pour être annexé à mon arrêté en date de ce jour,
Charleville-Mézières, le **9 JUL. 2010**

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Sedan,
Secrétaire général par intérim,


Béatrice Obara

ETAT PARCELLAIRE RELATIF AUX PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE DE NEUFLIZE

I. Périmètre de protection IMMEDIATE

Page 1

Section	N° parcelle	Lieu-dit	Superficie des parcelles		Nature	Nom, Prénom et adresse des Propriétaires Matriciels
			Totale	Incluse dans le périmètre		
ZE	17	Le Calvaire	4 ^h 00	0 ^h 87	Sol	Communauté de Communes du Junivillois 3 Rue du Moulin 08310 JUNIVILLE
ZE	145	Le Calvaire	6 ^h 10	3 ^h 54	Sol	Communauté de Communes du Junivillois 3 Rue du Moulin 08310 JUNIVILLE
ZE	146	Le Calvaire	13 ^{ha} 99 ^m 30	2 ^h 35	Terre	MICHEL Reine Jeanne Marie épouse SUGOT Bernard 18 Grande Rue Pargny 08300 RETHIEL

Vu pour être annexé
à mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le - 9 JUL. 2010

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
par *Michel*

Béatrice OBARA

ETAT PARCELLAIRE RELATIF AUX PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE DE NEUFLIZE

II. Périmètre de protection rapprochée

Section	N° parcelle	Lieu-dit	Superficie des parcelles		Nature	Nom, Prénom et adresse des Propriétaires Matriciels
			Totale	Incluse dans le périmètre		
ZE	6	Le Mont de Tagnon	2 ^{ha} 59 ^a 20	2 ^{ha} 59 ^a 20	Terre	Nu propriétaire LETISSIER Reynald Pierre Léon époux HARLAUT Marie Pierre 16 Rue du Bois d'Argent 08300 NEUFLIZE Usufruitière LETISSIER Marie Thérèse Denise Madeleine 35 Rue Jean Abraham Poupert 08300 NEUFLIZE
ZE	7	Le Mont de Tagnon	1 ^{ha} 33 ^a 00	1 ^{ha} 33 ^a 00	Terre	Nu propriétaire LETISSIER Reynald Pierre Léon époux HARLAUT Marie Pierre 16 Rue du Bois d'Argent 08300 NEUFLIZE Usufruitiers LETISSIER Joseph Edouard Denys époux PETIT Jeannine PETIT Jeannine Marguerite Pierrette 31 Rue Jean Abraham Poupert 08300 NEUFLIZE
ZE	8	Le Mont de Tagnon	13 ^{ha} 99 ^a 30	13 ^{ha} 99 ^a 30	Terre	Nu propriétaire LETISSIER Reynald Pierre Léon époux HARLAUT Marie Pierre 16 Rue du Bois d'Argent 08300 NEUFLIZE Usufruitier LETISSIER Joseph Edouard Denys époux PETIT Jeannine 31 Rue Jean Abraham Poupert 08300 NEUFLIZE

ETAT PARCELLAIRE RELATIF AUX PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE DE NEUFLIZE

II. Périmètre de protection rapprochée

Page 2

Section	N° parcelle	Lieu-dit	Superficie des parcelles		Nature	Nom, Prénom et adresse des Propriétaires Matriciels
			Totale	Incluse dans le périmètre		
ZE	9	Le Mont de Tagnon	32 ^a 70	32 ^a 70	Terre	Nus propriétaires LETISSIER Thierry Léon Robert 2 Rue de l'Eglise 08300 BIERMES LETISSIER Lionel René Jean 2 Chemin de la Côte Rouge 08400 VOUIZERS LETISSIER Armelle Monique épouse RENAC 16 Avenue Marceau 08330 VRIGNE AUX BOIS Usufruitière DENIMAL Monique Louise épouse LETISSIER Michel 37 Rue Jean Abraham Poupart 08300 NEUFLIZE
ZE	10	Le Mont de Tagnon	40 ^a 40	40 ^a 40	Terre	Indivision LETISSIER Joseph Edouard Denys époux PETIT Jeannine 31 Rue Jean Abraham Poupart 08300 NEUFLIZE LETISSIER Lionel René Jean 2 Chemin de la Côte Rouge 08400 VOUIZERS LETISSIER Armelle Monique épouse RENAC 16 Avenue Marceau 08330 VRIGNE AUX BOIS DENIMAL Monique Louise épouse LETISSIER Michel 37 Rue Jean Abraham Poupart 08300 NEUFLIZE

ETAT PARCELLAIRE RELATIF AUX PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE DE NEUFLIZE

II. Périmètre de protection rapprochée

Section	N° parcelle	Lieu-dit	Superficie des parcelles			Nature	Nom, Prénom et adresse des Propriétaires Matriciels
			Totale	Incluse dans le périmètre	Excédent		
ZE	11	Le Mont de Tagnon	7 ^h 60	7 ^h 60	0 ^h 00	Terre	Nu propriétaire LETISSIER Reynald Pierre Léon époux HARLAUT Marie Pierre 16 Rue du Bois d'Argent 08300 NEUFLIZE Usufruitiers LETISSIER Joseph Edouard Denys époux PETIT Jeannine PETIT Jeannine Marguerite Pierrette épouse LETISSIER Joseph 31 Rue Jean Abraham Poupert 08300 NEUFLIZE Syndicat Intercommunal de la Retourne Mairie 08300 NEUFLIZE
ZE	17	Le Calvaire	4 ^h 00	3 ^h 13	0 ^h 87	Sol	Biens propres MICHEL Louis Henri 32 Rue des Lavandières 08300 NEUFLIZE
ZE	19	Le Calvaire	2 ^{ha} 79 ^a 00	2 ^{ha} 79 ^a 00	0 ^h 00	Terre	Biens de communauté CUIF Bruno Jean André époux CHOCADELLE Marie Claire CHOCARDELLE Marie Claire Cécile épouse CUIF Bruno 1 Rue du 25 Février 1944 08310 MENIL ANNELLES
ZE	20	Le Calvaire	10 ^{ha} 80 ^a 00	10 ^{ha} 80 ^a 00	0 ^h 00	Lande Terre	

ETAT PARCELLAIRE RELATIF AUX PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE DE NEUFLIZE

II. Périmètre de protection rapprochée

Section	N° parcelle	Lieu-dit	Superficie des parcelles			Nature	Nom, Prénom et adresse des Propriétaires Matriciels
			Totale	Incluse dans le périmètre	Excédent		
ZE	27	Les Hardelets	25 ^{ha} 70 ^a 98	17 ^{ha} 45 ^a 21	8 ^{ha} 25 ^a 77	Terre	Biens Indivis DEVULDER Jean Paul Maurice Henri époux LESCIEUX Marie-Christine LESCIEUX Marie Christine Michelle Madeleine épouse DEVULDER Jean-Paul 43 Rue Jean Abraham Poupart 08300 NEUFLIZE
ZE	28	Les Hardelets	1 ^{ha} 19 ^a 20	89 ^a 47	29 ^a 73	Terre	Biens Indivis DEVULDER Jean Paul Maurice Henri époux LESCIEUX Marie-Christine LESCIEUX Marie Christine Michelle Madeleine épouse DEVULDER Jean-Paul 43 Rue Jean Abraham Poupart 08300 NEUFLIZE
ZE	60	Le Mont de Tagnon	5 ^{ha} 22 ^a 14	5 ^{ha} 22 ^a 14	0 ^a 00	Terre	Biens Indivis DEVULDER Jean Paul Maurice Henri époux LESCIEUX Marie-Christine LESCIEUX Marie Christine Michelle Madeleine épouse DEVULDER Jean-Paul 43 Rue Jean Abraham Poupart 08300 NEUFLIZE

ETAT PARCELLAIRE RELATIF AUX PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE DE NEUFLIZE

II. Périmètre de protection rapprochée

Section	N° parcelle	Lieu-dit	Superficie des parcelles			Nature	Nom, Prénom et adresse des Propriétaires Matriciels
			Totale	Incluse dans le périmètre	Excédent		
ZE	61	Les Hardelets	18 ⁹⁶	18 ⁹⁶	0 ⁰⁰	Terre	Biens Indivis DEVULDER Jean Paul Maurice Henri époux LESCIEUX Marie-Christine LESCIEUX Marie Christine Michelle Madeleine épouse DEVULDER Jean-Paul 43 Rue Jean Abraham Poupart 08300 NEUFLIZE
ZE	91	Le Mont de Tagnon	22 ⁴⁶	22 ⁴⁶	0 ⁰⁰	Terre	Commune de NEUFLIZE Mairie 08300 NEUFLIZE
ZE	92	Le Mont de Tagnon	0 ²⁰	0 ²⁰	0 ⁰⁰	Terre	Nu propriétaire LETISSIER Reynald Pierre Léon époux HARLAUT Marie Pierre 16 Rue du Bois d'Argent 08300 NEUFLIZE Usufruitiers LETISSIER Joseph Edouard Denys époux PETIT Jeannine PETIT Jeannine Marguerite Pierrette PETIT Jeannine Marguerite Pierrette épouse LETISSIER Joseph
ZE	93	Le Mont de Tagnon	0 ⁰⁸	0 ⁰⁸	0 ⁰⁰	Terre	Commune de NEUFLIZE Mairie 08300 NEUFLIZE

ETAT PARCELLAIRE RELATIF AUX PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE DE NEUFLIZE

II. Périmètre de protection rapprochée

Page 6

Section	N° parcelle	Lieu-dit	Superficie des parcelles			Nature	Nom, Prénom et adresse des Propriétaires Matriciels
			Totale	Incluse dans le périmètre	Excédent		
ZE	94	Le Mont de Tagnon	3 ^{ha} 05 ^a 50	3 ^{ha} 05 ^a 50	0 ^a 00	Terre	Nu propriétaire LETISSIER Reynald Pierre Léon époux HARLAUT Marie Pierre 16 Rue du Bois d'Argent 08300 NEUFLIZE Usufruitiers LETISSIER Joseph Edouard Denys époux PETIT Jeannine PETIT Jeannine Marguerite Pierrette PETIT Jeannine Marguerite Pierrette épouse LETISSIER Joseph Commune de NEUFLIZE Mairie 08300 NEUFLIZE
ZE	95	Le Mont de Tagnon	0 ^a 12	0 ^a 12	0 ^a 00	Terre	Commune de NEUFLIZE Mairie 08300 NEUFLIZE
ZE	145	Le Calvaire	6 ^a 10	2 ^a 56	3 ^a 54	Sol	Communauté de Communes du Junivillois 3 Rue du Moulin 08310 JUNIVILLE
ZE	146	Le Calvaire	13 ^{ha} 99 ^a 30	13ha96a95	2a35	Terre	MICHEL Reine Jeanne Marie épouse SUGOT Bernard 18 Grande Rue Pargny 08300 RETHIEL

ETAT PARCELLAIRE RELATIF AUX PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE DE NEUFLIZE

II. Périmètre de protection rapprochée

LOCATAIRES

Section	N° parcelle	Lieu-dit	Superficie des parcelles			Nature	Nom, Prénom et adresse des LOCATAIRES
			Totale	Incluse dans le périmètre	Excédent		
ZE	6	Le Mont de Tagnon	2 ^{ha} 59 ^a 20	2 ^{ha} 59 ^a 20	0 ^a 00	Terre	EARL LETISSIER Reynald 08300 NEUFLIZE
ZE	7	Le Mont de Tagnon	1 ^{ha} 33 ^a 00	1 ^{ha} 33 ^a 00	0 ^a 00	Terre	EARL LETISSIER Reynald 08300 NEUFLIZE
ZE	8	Le Mont de Tagnon	13 ^{ha} 99 ^a 30	13 ^{ha} 99 ^a 30	0 ^a 00	Terre	EARL LETISSIER Reynald 08300 NEUFLIZE
ZE	10	Le Mont de Tagnon	40 ^a 40	40 ^a 40	0 ^a 00	Terre	EARL LETISSIER Reynald 08300 NEUFLIZE
ZE	11	Le Mont de Tagnon	7 ^a 60	7 ^a 60	0 ^a 00	Terre	EARL LETISSIER Reynald 08300 NEUFLIZE
ZE	19	Le Calvaire	2 ^{ha} 79 ^a 00	2 ^{ha} 79 ^a 00	0 ^a 00	Terre	PUISSANT Cyril 8 Grande rue 51110 HEUTREGIVILLE
ZE	20	Le Calvaire	10 ^{ha} 80 ^a 00	10 ^{ha} 80 ^a 00	0 ^a 00	Lande Terre	CUJF Bruno Grande Rue 08310 MENIL ANNELLES
ZE	27	Les Hardelets	25 ^{ha} 70 ^a 98	17 ^{ha} 45 ^a 21	8 ^{ha} 25 ^a 77	Terre	SCEA SOCAVAR 08300 NEUFLIZE

ETAT PARCELLAIRE RELATIF AUX PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE DE NEUFLIZE

II. Périmètre de protection rapprochée

Page 2

LOCATAIRES

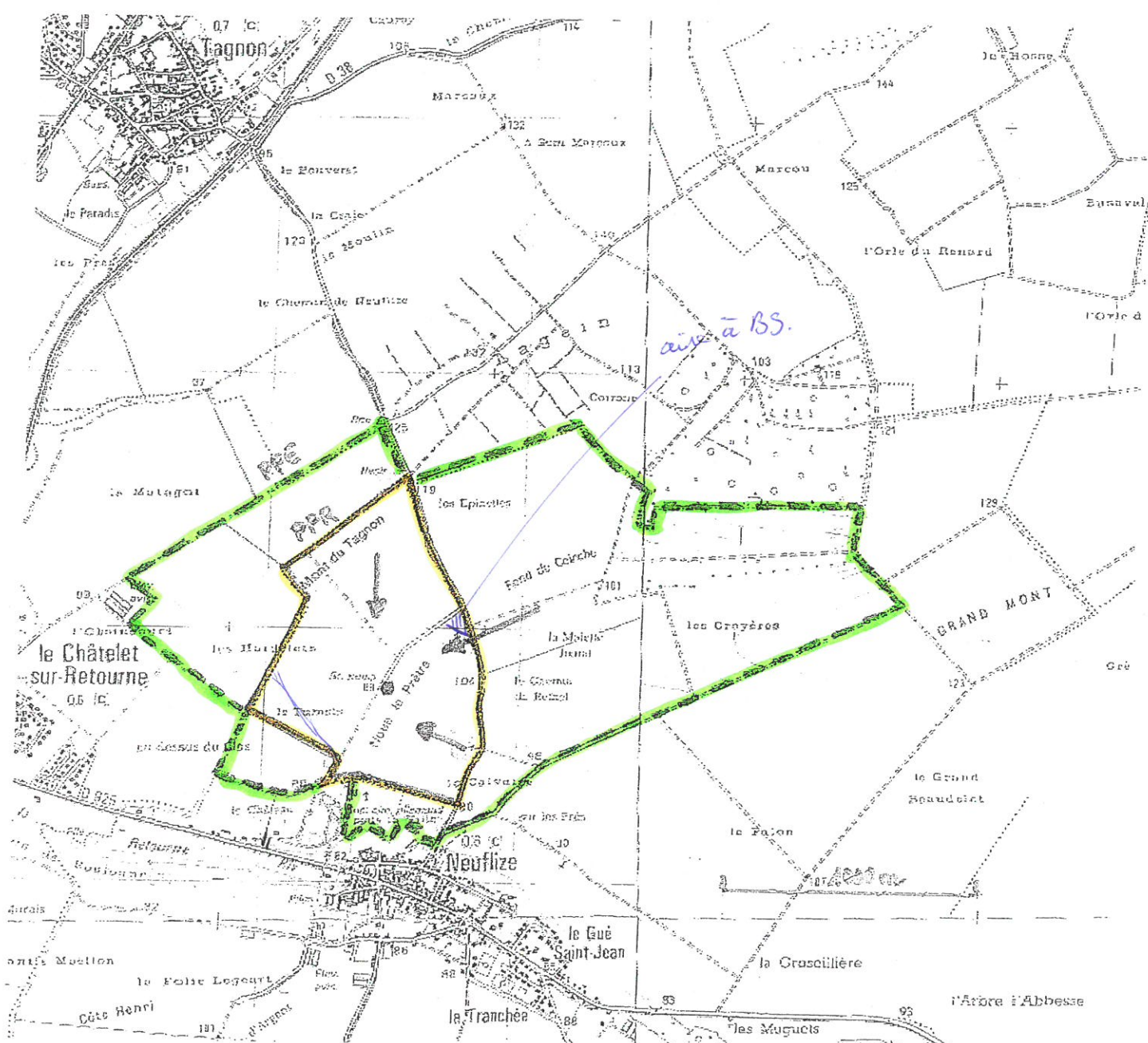
Section	N° parcelle	Liendit	Superficie des parcelles		Nature	Nom, Prénom et adresse des LOCATAIRES
			Totale	Incluse dans le périmètre		
ZE	28	Les Hardelets	1 ^{ha} 19 ^a 20	89 ^a 47	Terre	SCEA SOCAVAR 08300 NEUFLIZE
ZE	60	Le Mont de Tagnon	5 ^{ha} 22 ^a 14	5 ^{ha} 22 ^a 14	Terre	SCEA SOCAVAR 08300 NEUFLIZE
ZE	61	Les Hardelets	18 ^a 96	18 ^a 96	Terre	SCEA SOCAVAR 08300 NEUFLIZE
ZE	92	Le Mont de Tagnon	0 ^a 20	0 ^a 20	Terre	EARL LETISSIER Reynald 08300 NEUFLIZE
ZE	94	Le Mont de Tagnon	3 ^{ha} 05 ^a 50	3 ^{ha} 05 ^a 50	Terre	EARL LETISSIER Reynald 08300 NEUFLIZE
ZE	146	Le Calvaire	13 ^{ha} 99 ^a 30	13 ^{ha} 96a95	Terre	PUISSANT Cyril 8 Grande rue 51110 HEUTREGIVILLE

ANNEXE 2 - LOCALISATION ET REPORT SUCCINCT DES PERIMETRES DE PROTECTION RAPPROCHEE ET ELOIGNE SUR FOND TOPOGRAPHIQUE

 Périmètre de protection rapprochée

 Périmètre de protection éloignée

 Ecoulement nappe



Sans échelle

PP	CHARLEVILLE-MEZIERES		PL	25/3/91
----	----------------------	--	----	---------

DEPARTEMENT DES ARDENNES
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA FORET

CAPTAGE ALIMENTANT SIVOM DE JUNIVILLE

STATION DE POMPAGE

NUMERO DE CODE MINIER 108 - 4 - 18

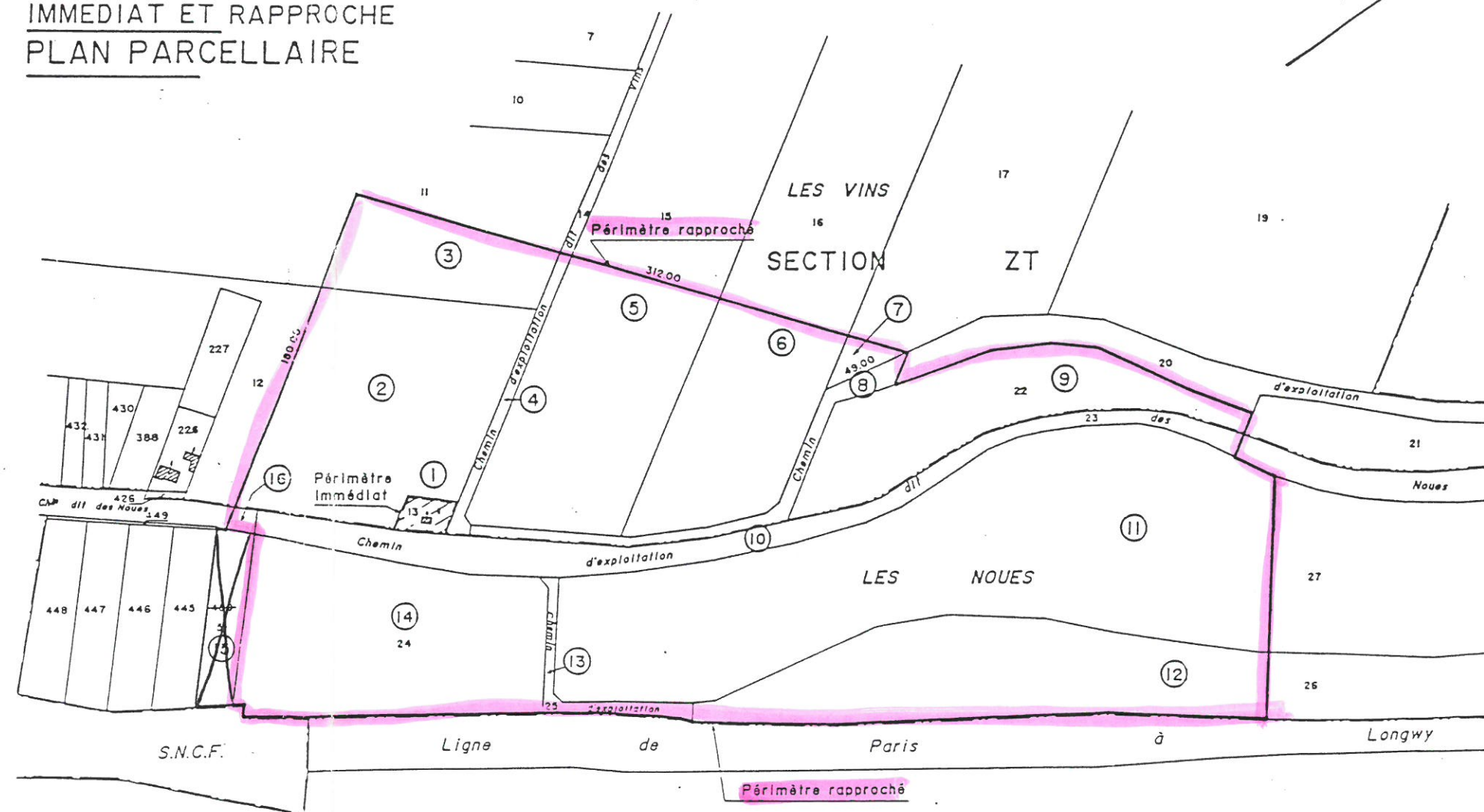
COMMUNES CONCERNEES :

TAGNON

PERIMETRES DE PROTECTION

PLAN PARCELLAIRE

COMMUNE DE TAGNON SECTION ZT PERIMETRES DE PROTECTION IMMEDIAT ET RAPPROCHE PLAN PARCELLAIRE



DEPARTEMENT DES ARDENNES

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE

ET DE LA FORET

CAPTAGE ALIMENTANT SIVOM DE JUNIVILLE

STATION DE POMPAGE

NUMERO DE CODE MINIER 108 - 4 - 18

COMMUNES CONCERNEES :

TAGNON

PERIMETRES DE PROTECTION

PLAN DE SITUATION

COMMUNE DE TAGNON

PERIMETRES DE PROTECTION
DU CAPTAGE AEP.

PLAN DE SITUATION

Echelle : 1/25000



Périmètre de protection rapprochée



Périmètre de protection éloignée.



DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau de l'Urbanisme, de l'Environnement
et du Logement

Tél. : 24.59.66.00

A R R E T E N° 94/113

PORTANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DU PROJET
DE DERIVATION DES EAUX SOUTERRAINES NECESSAIRE A L'ALIMENTATION
EN EAU POTABLE DE LA COMMUNE DE TAGNON
ET D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE TAGNON
(Références Code Minier 108.4.18)

Le Préfet des Ardennes,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le décret modifié 82-389 du 10 mai 1982 relatif
aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et
organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte
de la déconcentration,

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité
publique,

VU le Code Rural, article 113, sur la dérivation des
eaux non domaniales,

VU le Code des Communes, notamment ses articles
L 371-1 et R 371-1,

VU le Règlement Sanitaire Départemental,

VU les articles L 20 et L 20.1 du Code de la Santé
Publique,

VU le décret n° 55.22 du 4 janvier 1955 portant
réforme de la publicité foncière et son décret d'application n°
55.1350 du 14 octobre 1955,

VU le décret n° 61.859 du 1er août 1961 modifié par le
décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement
d'administration publique pour l'application du chapitre III du
Titre 1er du livre 1er du Code de la Santé Publique, relatif
aux eaux potables, notamment les articles 3, 4.1 et 4.2,

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et
notamment les articles 8, 9, 13, 14 et 22 et ses décrets
d'application,

VU le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine ;

VU le décret n° 90.330 du 10 avril 1990 modifiant le décret n° 89.3

VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinés à la consommation humaine

VU le plan des lieux et notamment les plans et les états parcellaires de terrains compris dans les périmètres de protection des captages

VU la délibération du Comité Syndical du SIVOM de JUNIVILLE en date du 3 Mars 1988 par laquelle il :

- SOLLICITE la déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux souterraines alimentant les captages syndicaux, la déclaration d'utilité publique de création des périmètres de protection et l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire
- PREND l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qui pourraient leur avoir été causés par la dérivation des eaux ;

VU le rapport de l'Hydrogéologue agréé en date du mois de Décembre 1986.

VU les avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 30 Septembre 1993 et du 3 Février 1994.

VU les dossiers des enquêtes d'utilité publique et parcellaire auxquelles il a été procédé du 15.03.1993 au 05.04.1993 en mairie de TAGNON.

CONSIDERANT que l'avis du Commissaire-Enquêteur est favorable ;

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

A R R E T E

ARTICLE 1ER

Sont déclarés d'utilité publique au profit du SIVOM DE JUNIVILLE :
 - la dérivation d'une partie des eaux souterraines recueillies par le point de prélèvement situé sur le territoire de la commune de TAGNON.
 - la création des Périmètres de Protection Immédiate, Rapprochée et Eloignée autour de ce captage.

ARTICLE 2

Le volume à prélever (par pompage) pour le SIVOM DE JUNIVILLE ne pourra excéder 100 m3/heures.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, le SIVOM DE JUNIVILLE devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le Ministre de l'Agriculture sur le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 3

Conformément à l'engagement pris par délibération en date du 3 Mars 1988, le Comité Syndical du SIVOM DE JUNIVILLE devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

ARTICLE 4

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le SIVOM DE JUNIVILLE à l'agrément de l'Ingénieur du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 5

Conformément à l'article L 20 du Code de la Santé Publique et en application des dispositions du décret n° 61.859 du 1er août 1961, modifié par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 et du décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 modifié par le décret n° 90.330 du 10 avril 1990, des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des captages. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et des états parcellaires joints au présent arrêté qui peuvent être consultés à la Préfecture de ARDENNES - Direction des Relations avec les Collectivités Locales - Bureau de l'Urbanisme, de l'Environnement et du Logement ou en mairie de TAGNON.

ARTICLE 6

- A l'intérieur du périmètre de protection immédiate comprenant la parcelle section ZT N°13

Sont interdits : tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau.

- A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée comprenant

les parcelles : Section ZT N° 22, 24, 25

Les parties de parcelles : Section ZT N° 12, 11, 14, 15, 16, 17, 20, 23, 27, 26

Le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 30 Septembre 1993 a décidé, conformément à l'avis du commissaire-enquêteur d'exclure du Périmètre de Protection Rapprochée la maison d'habitation située section ZT N° 5 sous réserve du raccordement étanche des évacuations d'eaux usées de cette maison.

Sont interdits :

2. Les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales
3. L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières
6. L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux
8. L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux.
9. Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature .
11. L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidanges
13. Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail
14. Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures
17. L'établissement d'étables ou de stabulations libres.
21. La création d'étangs
22. Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes.

Sont règlementés :

1. Le forage de puits
4. L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert) .
5. Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes.
7. L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées.
10. L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.
12. L'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges.
19. L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail.
23. La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation.

A l'intérieur du périmètre de protection éloignée :

Sont réglementées :

1. Le forage de puits
2. Les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales.
3. L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières.
4. L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert) .
5. Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes .
6. L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux.
7. L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées.
8. L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux.
9. Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature.
10. L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.
11. L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidanges .
12. L'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges.
13. Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail
14. Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures.
17. L'établissement d'étables ou de stabulations libres.
21. La création d'étangs.
22. Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes.

Article 7 - Les propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner leurs activités au respect des obligations imposées pour la protection des eaux.

Les installations, activités et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 6 dans un délai maximum d'un an.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article 22 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.

Article 8 - Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à l'administration concernée, en fournissant les pièces suivantes :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;

- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'Administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'Administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'Administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Il en sera de même pour toute nouvelle installation ou dépôt réglementé.

Article 9 - Les terrains du périmètre de protection immédiate seront clôturés de façon efficace à sa diligence et à ses frais.

Le périmètre de protection rapprochée sera matérialisé sur le terrain par des panneaux placés aux accès principaux.

L'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, fera dresser procès-verbal des opérations.

.../...

Article 10 - Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Le présent arrêté sera publié et affiché dans la commune de Tagnon et au siège du SIVOM de Juniville.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection rapprochée.

Article 11 - Il sera pourvu à la dépense tant au moyen de fonds libres dont pourra disposer la collectivité concernée que des emprunts qu'elle pourra contracter ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat ou d'autres collectivités ou d'établissements publics.

Article 12 - Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique ; le contrôle de leur qualité, ainsi que le fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel, seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Article 13 - Le Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes, le Sous-Préfet de Rethel, le maire de la commune de Tagnon, le Président du SIVOM du Canton de Juniville, le Directeur Départemental de l'Equipement, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, l'Ingénieur Subdivisionnaire de l'Industrie et des Mines, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont il sera fait mention au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Ardennes. Une ampliation sera adressée au Directeur des Services Fiscaux et au Président du Conseil Général des Ardennes.

Charleville-Mézières, le 18 FEV. 1994

Pour ampliation

Pour le PRÉFET
et par délégation
Le Directeur,


Daniel SIGHI



Le Préfet

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Signé : Jean-Luc NEVACHE

DEPARTEMENT : ARDENNES
COMMUNE : TAGNON

Désignation du point d'eau : Puits de TAGNON
Indice de classement national : 108-4-18

PERIMETRES DE PROTECTION

Réglementation et tableau des prescriptions

En application de l'article 7 de la loi n° 64 - 1245 du 16/12/1964, du décret n° 67 - 1093 du 15/12/1967 et de la circulaire d'application du 16/12/1968.

- 1 - A l'intérieur du périmètre de protection immédiate : sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.
- 2 - A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée : sont interdites, réglementées ou autorisées, conformément au tableau, les activités suivantes :

DEFINITION DES ACTIVITES	<div> <div>(A = interdites)</div> <div>(B = réglementées)</div> </div>		<div> <div>(ni interdites)</div> <div>(ni réglementées)</div> </div>		Périmètre rapproché		Périmètre éloigné	
					activités existantes	activités futures	activités existantes	activités futures
					A	B	A	B
1 - Le forage de puits						X		X
2 - Les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales					X		X	X
3 - L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières					X		X	X
4 - L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert)						X	X	X
5 - Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes						X	X	X
6 - L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux					X		X	X
7 - L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées						X	X	X
8 - L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux					X		X	X
9 - Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature					X		X	X
10 - L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau						X	X	X
11 - L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidanges					X		X	X
12 - L'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges						X	X	X
13 - Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail					X		X	X
14 - Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures					X		X	X
15 - L'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols					T	O	L	E
16 - L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures					T	O	L	E
17 - L'établissement d'étables ou de stabulations libres					X		X	X
18 - Le pacage des animaux					T	O	L	E
19 - L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail						X	X	+
20 - Le défrichement						+	+	+
21 - La création d'étangs					X		X	X
22 - Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes					X		X	X
23 - La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation						X	X	+

La commune veillera à l'application des prescriptions énoncées. En outre, peuvent être interdits ou réglementés et doivent, de ce fait, être déclarés à la Direction Départementale de l'Agriculture, toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

N.B. : Cet inventaire des activités interdites et réglementées sera annexé au rapport détaillé.

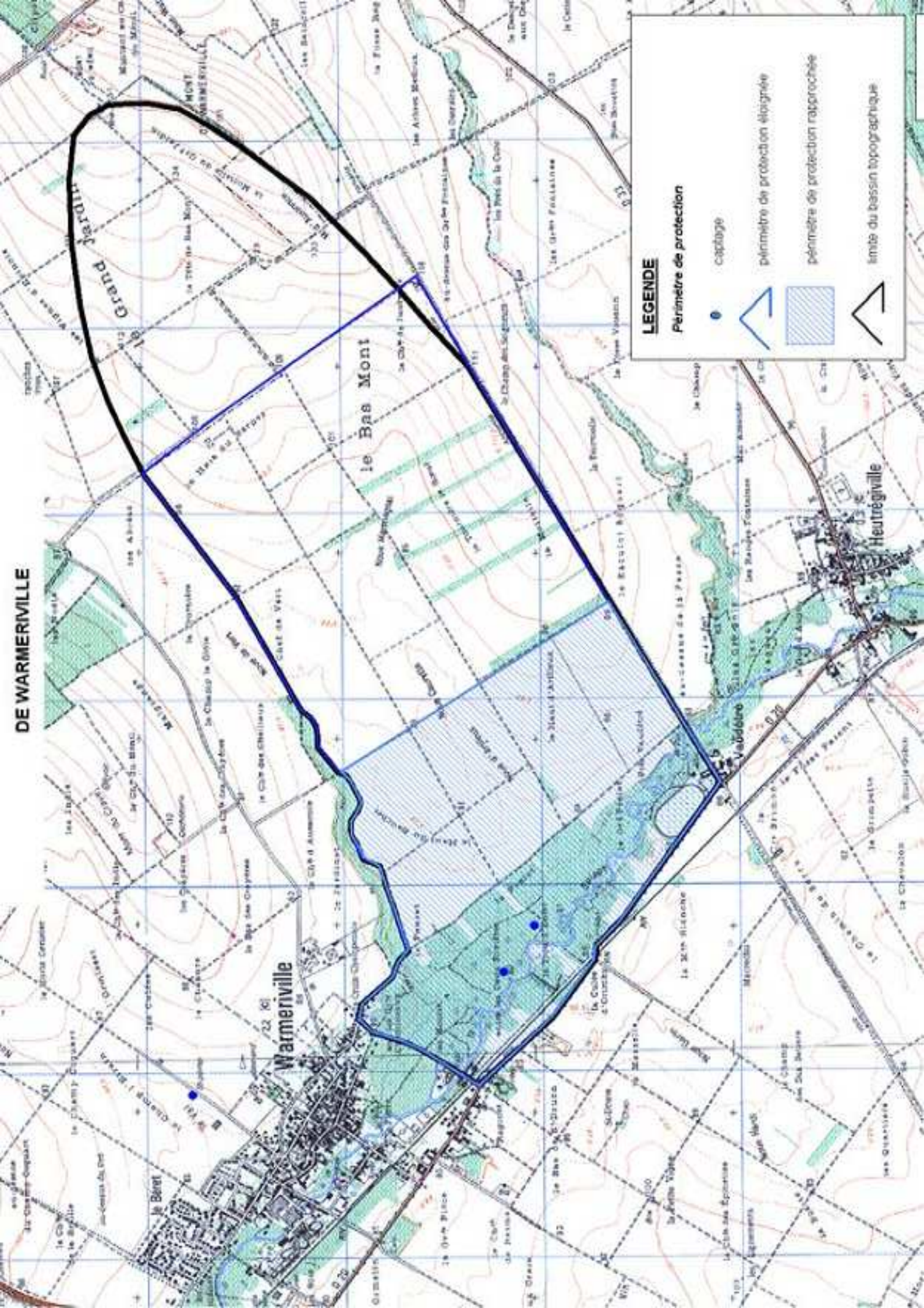
DATE :

Le géologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique pour le département de ARDENNES

Patrick FROMENT

17 Décembre 1986

DE WARMERVILLE



LEGENDE

Périmètre de protection

captage

périmètre de protection éloignée

périmètre de protection rapprochée

limite du bassin topographique

PREFECTURE DE LA MARNE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

CHALONS-sur-MARNE, le **29 JUIN 1995**

Bureau des Affaires Juridiques

SIVoM DE WARMERIVILLE -

**Définition des périmètres de protection des captages
syndicaux en eau potable situés sur le territoire
de la commune de WARMERIVILLE**

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

LE PREFET
de la Région "CHAMPAGNE-ARDENNE"
PREFET du Département de la MARNE
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU :

- le code rural et son article 113 sur la dérivation des eaux non domaniales,
- le code de l'Administration Communale, et notamment ses articles L 163-1 et L 166-1,
- le code de la Santé Publique et ses articles L 20 et L 20-1,
- le code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 126-1 et R 123-36,
- la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,
- la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et ses décrets d'application,
- l'ordonnance modifiée n° 58-997 du 23 octobre 1958 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique,
- le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière (article 36-2) et le décret d'application modifié n° 55-1350 du 14 octobre 1955,
- le décret n° 59-701 du 6 juin 1959 portant règlement d'administration publique relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique,
- le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,
- le décret n° 69-825 du 28 août 1969 portant déconcentration et réunification des organismes consultatifs en matière d'opérations immobilières, d'architecture et d'espaces protégés, et les textes pris pour application,
- le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles,
- le décret n° 93-1038 du 27 août 1993 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origines agricoles,

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Égalité Fraternité

- l'arrêté de Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de la Pêche et de Monsieur le Ministre de l'Environnement en date du 22 novembre 1993 relatif au Code des bonnes pratiques agricoles,
- la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990, relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinés à la consommation humaine,
- l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 11 novembre 1993,
- l'avis favorable du commissaire-enquêteur,
- l'avis favorable du Sous-Préfet de REIMS en date du 18 octobre 1994,
- le dossier de définition des périmètres de protection des captages syndicaux du SIVoM de WARMERIVILLE situés sur le territoire de la commune de WARMERIVILLE au lieudit "La Hutte du Bouvier" section E parcelles n° 585, 588, 591, 594, 596, 599 et 601, destinés à son alimentation en eau potable comprenant le rapport hydrogéologique du 13 mai 1991 et les plans et états parcellaires des terrains inclus dans les périmètres,
- la délibération du 17 octobre 1991 adoptant la définition des périmètres de protection et portant engagement d'indemniser les propriétaires des parcelles frappées de servitudes de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par l'imposition de ces servitudes,
- le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, conformément à l'arrêté préfectoral en date du 29 juin 1994, dans la commune de WARMERIVILLE en vue de la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection du captage syndical,
- le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Marne en date du 28 janvier 1995 sur les résultats de l'enquête,

CONSIDERANT que les travaux projetés n'entrent pas dans la catégorie de ceux prévus par le décret n° 72-195 du 29 février 1972,

SUR la proposition de Monsieur l'Ingénieur en Chef d'Agronomie, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Marne,

- ARRETE -

ARTICLE PREMIER

Sont déclarés d'utilité publique :

- la création des périmètres de protection des captages du SIVoM de WARMERIVILLE situés sur le territoire de la commune de WARMERIVILLE au lieudit "La Hutte du Bouvier" section E, parcelles n° 585, 588, 591, 594, 596, 599, et 601, réalisée par le SIVoM de WARMERIVILLE en vue de son alimentation en eau potable,
- l'acquisition des terrains nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiat de chacun des deux captages syndicaux,
- l'imposition des servitudes en ce qui concerne les périmètres de protection rapproché et éloigné, tels qu'ils figurent sur les états parcellaires.

ARTICLE 2

Conformément à l'engagement pris par le Comité Syndical de WARMERIVILLE dans sa séance du 17 octobre 1991, le syndicat devra indemniser les propriétaires des parcelles frappées de servitudes de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par l'imposition de ces servitudes.

ARTICLE 3

Le volume à prélever par pompage par le Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple de WARMERIVILLE ne pourra excéder, pour les deux captages syndicaux, 56 litres par seconde, ni 4 000 m³/jour.

ARTICLE 4

Il est établi autour des captages un périmètre de protection immédiat et un périmètre de protection rapproché en application des dispositions de l'article L 20 du code de la Santé Publique et du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié, conformément aux indications du plan et des états parcellaires joints.

Un périmètre de protection éloigné est également fixé conformément aux indications du plan et de l'état parcellaire joint.

ARTICLE 5

I - A L'INTERIEUR DU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIAT (de chacun des deux captages syndicaux) :

a) Sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.

La clôture du périmètre de protection immédiat et les ouvertures d'accès au captage doivent être fermées à clef.

La tête de puits devra être maintenue étanche quant aux venues d'eau et autres liquides issus tant du captage que de l'extérieur. Le piézomètre P2 proche de F2 sera comblé selon les règles de l'art.

Le périmètre immédiat (de chacun des captages) dont les dimensions de 20 X 20 m sont satisfaisantes, ne devra strictement comporter que les installations nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau, les surfaces enherbées seront entretenues.

II - A L'INTERIEUR DU PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHE ET ELOIGNE :

b) Sont interdites, réglementées ou autorisées, conformément au tableau les activités suivantes :

Définition des activités :	A (X) interdites B (X) réglementée	(+) ni interdites (+) ni régle- mentées	Périmètre rapproché				Périmètre éloigné	
			Activités				Activités	
			Existantes		Futures		Existantes	Futures
			A	B	A	B	B	B
1 - Le forage de puits			X		X		X	X
2 - Les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales			X		X		X	X
3 - L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières			X		X		X	X
4 - L'ouverture d'excavation, autres que carrières (à ciel ouvert)			X		X		X	X
5 - Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes			X		X		X	X
6 - L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détrit, de produits radioactifs et tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux			X		X		X	X
7 - L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestiques ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées			X		X		X	X
8 - L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux			X		X		X	X
9 - Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature			X		X		X	X
10 - L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau			X		X		X	X
11 - L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidanges			X		X		X	X
12 - L'épandage ou l'infiltration des eaux usées ménagères et des eaux de vidanges à l'exception des matières de vidanges			X		X		X	X

13 - Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail	X		X		X	X
14 - Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures	X		X		X	X
15 - L'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols		X		X	X	X
16 - L'épandage de tous produits ou substances destinées à la lutte contre les ennemis des cultures		X		X	X	X
17 - L'établissement d'étables ou de stabulations libres	X		X		X	X
18 - Le pacage des animaux		X		X	X	X
19 - L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail	X		X		X	X
20 - Le défrichement	X		X		X	X
21 - La création d'étangs	X		X		X	X
22 - Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes	X		X		X	X
23 - La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation		X		X	X	X

Le Président du Syndicat Intercommunal de WARMERIVILLE veillera à l'application des prescriptions énoncées. En outre peuvent être interdits ou réglementés et doivent, de ce fait être déclarés à la D.D.A.F., toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

LE PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHE :

Point 01 : La tête du puits d'irrigation situé au SE devra être rendue étanche de manière à empêcher toute entrée d'eau parasite dans la nappe.

Les divers piézomètres et puits devront être, soit comblés selon les règles de l'art, soit équipés de manière à empêcher toute infiltration d'eau de surface vers la profondeur (dans ce cas, un contrôle périodique de l'état des ouvrages devra être assuré).

Point 04 : Aucune ouverture, même provisoire, destinée au prélèvement d'eau pour l'irrigation ne devra être pratiquée.

Point 09 : L'installation de stockage de fuel située au Sud devra être rendue conforme : mise en place notamment d'un bac de rétention.

Point 11 : Les épandages industriels et les matières de vidanges ne doivent en aucune manière être épandus dans cette zone.

Point 12 : Aucune habitation n'est présente au sein de ce périmètre, en cas de construction (non souhaitable) l'ouvrage devra être impérativement rattaché à un réseau collectif.

Point 13 : Le stockage de paille ou de foin reste autorisé pour peu qu'il ne s'agisse que d'un état provisoire.

Point 15 : L'utilisation d'engrais organiques est strictement interdite ; les engrais chimiques pourront être utilisés en calculant avec précision le besoin des cultures, en tenant compte des réserves du sol : apport raisonné. Les apports se feront en plusieurs fois.

Point 16 : Les produits utilisés devront être inoffensifs vis à vis de l'homme.

Point 20 : Le défrichement est interdit dans cette zone.

Points particuliers :

/ aire de remplissage des cuves agricoles : cette activité potentiellement très dangereuse en cas d'accident (erreur de vannage, débordement, envol de poussières de produits...) ne pourra se faire qu'en dehors de cette zone, sur une aire aménagée.

/ l'utilisation d'atrazine est interdite, les quelques champs de maïs sont à déplacer en dehors des périmètres et si possible vers l'aval des captages.

/ l'entretien des bords de rives de la D 20 devra être réalisé mécaniquement, sans l'utilisation de produits chimiques.

LE PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNE :

La cuve d'azote située au SE qui jouxte la limite des périmètres rapprochés et éloignés, devra être équipée de manière à empêcher tout écoulement accidentel en direction de la rivière.

REMARQUE : En ce qui concerne l'utilisation de produits fertilisant ou de traitement, il sera fait référence aux documents les plus récents du CORPEN (Comité d'Orientation pour la Réduction de la Pollution des Eaux par les Nitrates, les phosphates et les produits phytosanitaires provenant des activités agricoles).

(A ce jour, les documents de référence sont :

- Amélioration des pratiques agricoles pour réduire les pertes de nitrates vers les eaux - JUIN 1993.

- Programme d'action contre la pollution des eaux par les produits phytosanitaires provenant des activités agricoles - OCTOBRE 1993).

Il conviendra en outre de se référer aux indications du "Code des bonnes pratiques agricoles" défini par l'arrêté du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche et Ministre de l'Environnement en date du 22 novembre 1993 (JO du 5 janvier 1994).

ARTICLE 6

Le périmètre de protection immédiat, dont les terrains doivent être acquis en pleine propriété, sera clôturé conformément au plan parcellaire joint, à la diligence et aux frais du Syndicat Intercommunal de WARMERIVILLE qui en informera le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, lequel dressera procès verbal de l'opération.

I - Le périmètre de protection rapproché défini sur le plan et l'état parcellaire joint sera délimité par :

- au nord : Commune de WARMERIVILLE : une partie du chemin d'Aussonce, la parcelle n° 83 lieudit "Le Grisonnet" section ZD, la traversée du chemin de la Grosse Racine, la parcelle n° 90 lieudit "La Noue d'Arilleux" section ZO, le chemin du Mont-Frais,
- à l'est : une partie de la Voie Romaine de Reims à Trèves,
- au sud : une partie du CD n°20 de Pontgivart à Aure, la traversée de ce CD et du chemin de fer de Reims à Challerange, une partie de ce chemin de fer, une partie du CD n° 20 de Pontgivart à Aure,
- à l'ouest : La rue de la SODEP, la traversée du chemin de fer de Reims à Challerange, la parcelle n° 6 lieudit "La Noue Rivière" section AH, la traversée de la rivière La Suippe, la parcelle n° 348 lieudit "La Bourinnerie" section AE, la traversée du fossé parcelle n° 346, même lieudit, même section, la traversée du chemin rural dit des Grands Montys, le chemin rural dit du Moulin, une partie du chemin de Warmeriville à Heutrégiville et sa traversée.

II - Le périmètre de protection éloigné défini sur le plan et l'état parcellaire joint sera délimité par :

- au nord : Commune de WARMERIVILLE : la traversée du Chef de Verd, une partie du chemin des Chelliaux, le chemin de la Haie du Berger, une partie de la Voie Romaine de Reims à Trèves,
- à l'est : une partie de la Voie Romaine de Reims à Trèves,
- au sud : le sud du périmètre rapproché,
- à l'ouest : l'ouest du périmètre de protection rapproché, une partie du chemin de Warmeriville à Heutrégiville, une partie du chemin d'Aussonce, la traversée du chemin du Grisonnet, une partie du chemin d'Aussonce.

ARTICLE 7

Les eaux distribuées devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et lorsqu'elles devront être épurées, le procédé d'épuration, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux épurées seront placés sous le contrôle du Conseil Départemental d'Hygiène.

ARTICLE 8

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 5, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres dans un délai de six mois.

Tout déboisement dans les zones comprises dans le périmètre de protection rapproché devra préalablement obtenir l'autorisation de l'administration.

ARTICLE 9

Le Président agissant au nom du Syndicat Intercommunal de WARMERIVILLE est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation en vertu de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958, les terrains nécessaires à la réalisation du projet et à la constitution du périmètre de protection immédiat des deux forages syndicaux.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 10

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 4 du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles n° 19, 20, 21, 22, 23, 24, de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.

ARTICLE 11

Monsieur le Maire de WARMERIVILLE est chargé de faire introduire dans le plan d'occupation des sols de la commune les prescriptions de la présente déclaration d'utilité publique et notamment les servitudes afférentes aux trois types de périmètre de protection qui y sont définis, selon la procédure de mise à jour prévue à l'article R 123-36 du code de l'urbanisme.

Cette mise à jour sera effectuée dans le délai d'un an à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 12

Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du Président du Syndicat Intercommunal de WARMERIVILLE :

- d'une part : notifié à chacun des propriétaires intéressés notamment par l'établissement des périmètres de protection,
- d'autre part : publié à la conservation des hypothèques du Département de la Marne.

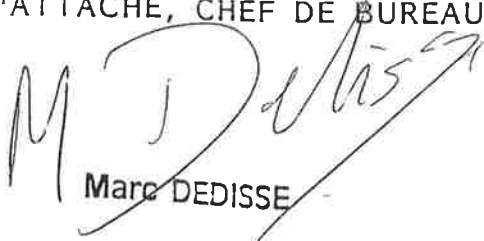
ARTICLE 13

Monsieur le Sous-Préfet de REIMS, Monsieur l'Ingénieur en Chef d'Agronomie, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Marne, Mme le Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales de la Marne, Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal de WARMERIVILLE, et Monsieur le Maire de WARMERIVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin d'Informations et Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la MARNE.

A CHALONS SUR MARNE, le **29 JUIN 1995**

LE PREFET

POUR AMPLIATION
LE SECRETAIRE GENERAL
POUR LE SECRETAIRE GENERAL
ET PAR DELEGATION
L'ATTACHE, CHEF DE BUREAU,


Marc DEDISSE

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général.

Signé Didier LALLEMENT